

PORTRAIT



**M. Bentouhami,
mémoire vivante
du département
de l'agriculture**

p.38

P O R T R A I T

Ahmed Bentouhami, directeur général de l'ONSSA

La mémoire vivante du département de l'agriculture

■ Ahmed Bentouhami a été de tous les dossiers stratégiques et des grandes évolutions du secteur.

■ Il a sensiblement contribué à la mise en œuvre du Plan Maroc Vert et à la restructuration du ministère.

■ Aujourd'hui à la tête de l'ONSSA, il compte révolutionner le contrôle sanitaire et la lutte contre la fraude.

Il est des hauts fonctionnaires qui sont la mémoire vivante de leurs départements tellement leur parcours est long et riche en réalisations. Dans l'agriculture, c'est le cas de Ahmed Bentouhami, l'actuel directeur général de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA). Pourtant, et de son propre aveu, il n'a dû qu'au hasard l'opportunité de faire de longues études et de réussir sa carrière. A sa naissance en 1954 dans le hameau isolé de Tamassint, à 30 km d'Al Hoceima, les conditions de vie étaient très difficiles. Il résume lui-même les possibilités qui s'offraient à sa génération : « Soit faire des études, ce qui n'était pas sans obstacles majeurs, soit rejoindre le flot des candidats à l'immigration vers l'Europe comme ouvrier ; la région ayant été longtemps un vivier de la main-d'œuvre pour les mines et l'industrie automobile françaises ».

Bref, Ahmed Bentouhami va devoir beaucoup à son père de s'être accroché à ses études. C'est que le père lui-même avait tardivement fait des études dans plusieurs écoles coraniques (dans les années 20 et 30, cela était très rare) pour devenir adoul et échapper à un destin qui n'a pas été tendre pour une

majorité de natifs de la région. Ahmed Bentouhami va faire ses études primaires et secondaires à Al Hoceima où avait émigré sa famille pour les besoins des activités du père. En 1971, il obtient un bac section sciences expérimentales. Il fera partie de la 8^e promotion des lauréats de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II. Après ces deux années universitaires (76 et 77), Bentouhami revient à l'IAV pour soutenir sa thèse et obtient son diplôme d'ingénieur en 1978 en présentant un mémoire sur la zootechnie. Cela le mène droit, la même an-

née, au ministère de l'agriculture de l'époque où il est recruté au bureau qui s'occupait de la modernisation de l'avi-culture.

Il se rappelle de son premier salaire, quelque 3 200 DH, et se souvient que son premier souci a été l'acquisition de sa première voiture.

Des objectifs ambitieux à l'horizon 2016

Sur le terrain, les préoccupations étaient plus grandes. M. Bentouhami se rappelle par exemple que l'on produisait à peine 40 000 tonnes de poulets de chair par an (contre plus de 500 000 tonnes actuellement), qu'il fallait préparer l'industrialisation du secteur. Trois années plus tard, il est nommé chef du bureau de l'alimentation du bétail et de l'amélioration génétique.

Cela avait coïncidé avec la terrible sécheresse qui

a touché le pays au début des années 80 et qui avait décimé le cheptel. Et il faut croire qu'il a bien été noté par ses supérieurs de l'époque puisqu'il sera en 1987 le plus jeune chef de division du ministère, celle qui était en charge de la production animale. C'est l'époque où le Maroc inaugure la politique d'importation des génisses et de l'insémination artificielle qui sera rapidement déléguée aux professionnels. De grandes décisions ont dû être prises pour l'amélioration des races ovines et bovines et pour la modernisation de la filière avicole. C'est que ces secteurs étaient à peine balbutiants avec une production annuelle de lait, par exemple, d'à peine 400 millions de litres (contre près de trois milliards de litres aujourd'hui). Ahmed Bentouhami a une mémoire d'éléphant et cite qu'une vache croisée produisait à l'époque 1 500 litres/an alors que celle de race pure en donnait

plus de 3 500 litres. Le cheptel comptait 3 millions de bovins et était composé à 80% de vaches de race locale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la politique suivie a abouti aujourd'hui à inverser la tendance avec 50% de race croisée, 25% de race pure et autant de race locale.

La carrière de M. Bentouhami se poursuit avec la prise en charge par intérim de la direction de l'élevage dès 1992. Il va être, un peu plus tard, une des chevilles ouvrières du Plan Maroc Vert. Il sera étroitement associé également à la restructuration du département de l'agriculture qui va conduire à la séparation entre la partie développement des filières et le pôle du contrôle des fraudes. C'est d'ailleurs cela qui aboutira à la création de l'ONSSA et de l'Agence de développement agricole et de toute la partie incitative à l'investissement. Mais avant d'être aux commandes de l'ONSSA, Ahmed Bentouhami est appelé à mettre en place et à coiffer la direction des filières de production entre 2009 et 2013. A son actif, 19 contrats programme dans plusieurs domaines, qu'il s'agisse du sucre, de l'avi-culture qu'il connaît bien ou encore des olives, des viandes rouges... C'est à lui que revenait la tâche d'impliquer les associations professionnelles et de négocier les termes de l'engagement que devaient prendre les promoteurs, d'une part, et l'Etat de l'autre. On lui doit aussi la politique de mise en place des agropoles dont certaines sont déjà réalisées comme à Berkane, Meknès et Béni-Mellal. Ici, explique-t-il, l'objectif ultime est de créer des espaces de valorisation au sein même des zones de production. En 2013, il arrive à l'ONSSA, une grosse machine de création récente mais qui compte 2 100 personnes et dispose d'un budget de 800 MDH. En fait, il atterrit à l'office pour accélérer la mise en place des différentes procédures qui sont en train de changer la donne en matière de contrôle de la sécurité alimentaire et de lutte contre la fraude. D'ailleurs, la récente distribution des agréments aux entreprises agroalimentaires est un moment capital de la mise en œuvre de cette orientation. En fait, il s'agit, à l'horizon 2020, de « quadriller » l'ensemble des filières de production et de mener à bien la certification des 5 000 opérateurs recensés. Mais le nouveau patron de l'ONSSA prend le pari de faire aboutir le processus dès 2016 ■

MOHAMED MAAROUFI

